



**Réponse à la consultation
publique portant sur les modalités
d'attribution de fréquences dans
les bandes 700 MHz et
3,4 - 3,8 GHz en Guyane**

Dauphin Telecom remercie l'Arcep d'avoir organisé cette consultation publique.

A titre liminaire, Dauphin Telecom souhaite rappeler qu'il a participé à la précédente procédure d'attribution de fréquences et que son dossier n'a pas été retenu au profit de celui de Free Mobile qui s'était engagé à réaliser 100 millions d'euros d'investissement. A ce jour, Dauphin Telecom n'a pas connaissance d'investissements significatifs qui auraient été réalisés par Free Caraïbe. En outre, Free Caraïbe n'utilise toujours pas les fréquences qui lui ont été attribuées et ne commercialise, à ce jour, aucune offre sur le territoire. L'ARCEP a d'ailleurs mis en demeure Free Caraïbe de se conformer à ses obligations de déploiement en fournissant un accès téléphonique et un accès mobile à très haut débit à 30% de la population de la Guyane au plus tard le 31 décembre 2021. Or, à la connaissance de Dauphin Telecom Free Caraïbe ne s'est pas conformé à cette mise en demeure.

Dauphin Telecom considère que le mécanisme d'attribution de fréquences proposé par l'Autorité dans la présente consultation, essentiellement basé sur des enchères, n'est pas justifié dès lors que Free Caraïbe ne peut pas être attributaire de fréquences. Or, dans la mesure où Free Caraïbe n'utilise pas les fréquences qui lui ont été préalablement attribuées, elle est en violation de son obligation d'utilisation effective et efficace des fréquences attribuées et ne peut donc être attributaire de nouvelles fréquences. Dans ces conditions, le recours à une procédure d'enchères n'est pas justifiée et de nature à verrouiller totalement le marché au bénéfice d'un opérateur qui a préempté des ressources rares qu'il n'utilise pas. Dauphin Telecom considère donc que ce mode d'attribution ne permettra pas d'atteindre les objectifs de l'Arcep et renforcera les dysfonctionnements du marché sur ce territoire.

Alors que Dauphin Telecom participe pleinement au dynamisme du marché, l'attribution des fréquences 4G à un opérateur qui ne les utilise pas combinée au mode d'attribution retenu par l'ARCEP est de nature à l'exclure du marché. Nous avons montré ces dernières années notre engagement pour apporter des services de qualité et travailler en coopération avec les autres parties prenantes (collectivités territoriales, autres opérateurs, gestionnaires de points hauts) afin de fournir aux populations des territoires sur lesquels Dauphin Telecom est attributaire de fréquences, particuliers et entreprises, des réseaux avec la meilleure couverture et la meilleure qualité possibles compte tenu des ressources qui nous ont été attribuées.

Dauphin Telecom sollicite en conséquence de l'ARCEP qu'elle revoie les conditions dans lesquelles elle entend procéder à cette nouvelle attribution afin de permettre aux opérateurs locaux actifs d'y participer.

Table des matières

1	SUR LES MODALITES DES PROCEDURES D'ATTRIBUTION DES FREQUENCES.....	4
1.1	BANDES BASSES (<1GHz)	4
1.2	BANDES HAUTES (>1GHz).....	4
1.3	CONCLUSION	5
2	SUR L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	6
3	SUR L'OBLIGATION DE PARTAGE DE RESEAUX.....	9

1 Sur les modalités des procédures d'attribution des fréquences

Dauphin Telecom s'étonne, à la lecture de la consultation publique, de constater que l'Arcep a retenu un mécanisme d'attribution des fréquences qui s'appuie majoritairement sur un mécanisme d'enchères.

Lors de la consultation publique menée du 2 octobre 2020 au 15 janvier 2021 sur l'attribution de nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy, les acteurs impliqués sur le terrain ont pour la plupart mis en avant les mêmes problématiques :

- Le déséquilibre entre opérateurs des quantités de fréquences dont ils disposent dans les bandes basses
- L'étroitesse du marché local, dans un contexte de chômage élevé
- Un défaut de concurrence effective et loyale entre acteurs.

1.1 Bandes basses (<1GHz)

Cette bande concerne des blocs dans la bande 700 MHz. Le fait de recourir à une attribution au travers d'enchères montre que l'Arcep privilégie un mécanisme qui a priori pourrait maximiser le bénéfice financier de court terme pour l'État, plutôt que de privilégier une approche qui permettrait de favoriser l'aménagement du territoire et un dynamisme concurrentiel pour le bénéfice des utilisateurs.

Le principe des enchères est de permettre la formation des prix sur un marché, dans un contexte de rareté de la ressource, alors qu'aucun des protagonistes ne sait quel prix les autres sont prêts à payer. Ce mécanisme permet en général de maximiser les gains pour les vendeurs et acheteurs. Toutefois dans le cas particulier des territoires qui nous concernent, les acteurs susceptibles de répondre ont des tailles et des capacités financières extrêmement hétérogènes qui faussent ce mécanisme. Les opérateurs ne se trouvent pas, face à ces enchères, dans des conditions de concurrence équitables.

[SDA]

Cette procédure maintiendra les positions acquises des acteurs et ne sera pas propice à dynamiser la concurrence entre opérateurs sur le territoire.

1.2 Bandes Hautes (>1GHz)

Pour les fréquences en bande haute, la procédure prévoit en premier lieu l'attribution d'un bloc de fréquences contre des engagements à prendre par les candidats lors du dépôt du dossier. Si un nombre de candidats, supérieur à quatre, se présentaient, une enchère spécifique serait organisée.

Le principe d'attribution de fréquences en contrepartie d'engagements nous paraît positif pour le territoire.

Tout d'abord, nous tenons à souligner qu'il est important que les mécanismes de vérification de ces engagements et surtout des conséquences qu'auraient leur non-respect soient clairement établis par avance (cf. §0).

Nous notons par ailleurs qu'un bloc de 50 MHz duplex ne permettra pas de fournir des services 5G au niveau des promesses actuelles de cette nouvelle génération mobile (eMMB, URLLC, mMTC¹). De fait, si l'Arcep attend des applications de rupture avec la 5G avec un saut de performance en matière de débit, de délai de transmission et de fiabilité de la communication, cela signifie que les opérateurs seraient forcés de participer aux enchères pour des fréquences additionnelles.

[SDA]

1.3 Conclusion

Il apparaît que le mécanisme proposé par l'Arcep ne permettra pas d'atteindre les objectifs principaux de cette attribution de bandes, que sont l'aménagement du territoire et la concurrence.

Aussi, nous demandons à l'Arcep, de revoir sa position et de prévoir, pour tout ou partie des fréquences concernées, un mécanisme d'attribution direct sans enchère, pour le bénéfice du territoire.

¹ eMBB (enhanced Mobile Broadband), URLLC (Ultra Reliable Low Latency Communications), mMTC (massive Machine Type Communications)

2 Sur l’instruction des dossiers de candidature

La section « II.2.2. Phase de qualification » du projet d’annexe à la décision de l’Arcep présente des critères classiques de rejet des dossiers de candidature :

- a. motifs de refus d’une candidature mentionnés à l’article L. 42-1 du CPCE ;
- b. situation de contrôle sur un autre candidat.

L’article 42-1 CPCE prévoit que :

*« I. – L’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse attribue les autorisations d’utilisation des fréquences radioélectriques dans des **conditions objectives, transparentes et non discriminatoires tenant compte des besoins d’aménagement du territoire**. Ces autorisations ne peuvent être refusées par l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse que pour l’un des motifs suivants :*

1° La sauvegarde de l’ordre public, les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique ;

*1° bis **L’exercice au bénéfice des utilisateurs d’une concurrence effective et loyale ;***

*2° **La bonne utilisation des fréquences ;***

3° L’incapacité technique ou financière du demandeur à faire face durablement aux obligations résultant des conditions d’exercice de son activité ;

*4° **La condamnation du demandeur à l’une des sanctions mentionnées aux articles L. 36-11, L. 39, L. 39-1, L. 39-1-1 et L. 39-4. »***

Free Caraïbes, n’a procédé, à la connaissance de Dauphin Telecom, à aucun déploiement de son réseau sur le territoire de Guyane et n’exploite toujours pas les fréquences qui lui ont déjà été attribuées et ce sur tous les territoires de Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Free Caraïbe se trouve ainsi en violation de toutes ses obligations au titre de la décision n°2017-1038 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 septembre 2017 autorisant la société Free Caraïbe à utiliser des fréquences dans les bandes 800MHz, 900MHz, 1800MHz, 2,1GHz et 2,6GHz en Guyane, en Guadeloupe, en Martinique, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

C'est dans ces conditions que l'Arcep a ouvert une instruction relative au manquement de Free Caraïbe² à ses obligations en matière de déploiement en raison de l'absence, au 22 novembre 2018 - première échéance de ses obligations de déploiement, de déploiement par Free Caraïbe de sites permettant de fournir un service téléphonique et un accès mobile à très haut débit aux populations de la Guyane, de la Martinique, de la Guadeloupe, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Constatant par la suite le manquement de Free Caraïbe auxdites obligations, l'Arcep l'a mise en demeure de respecter ses obligations de déploiement en fournissant, par l'utilisation des fréquences qui lui ont été attribuées par la décision n° 2017-1038 et, le cas échéant, d'autres fréquences dont elle serait par ailleurs titulaire, un accès téléphonique et un accès mobile à très haut débit, au plus tard le 31 décembre 2021³, à :

- 50% de la population de la Guadeloupe,
- 30% de la population de la Guyane,
- 50% de la population de la Martinique
- 75% de la population de Saint-Barthélemy ;
- 75% de la population de Saint-Martin.

Free Caraïbe ne commercialisant, à ce jour, aucune offre dans ces territoires, Dauphin Telecom en déduit qu'elle ne s'est pas mise en conformité avec la décision de l'ARCEP et qu'elle est donc toujours en situation de violation de ses obligations.

En outre, selon les communiqués de presse publiés par l'Arcep en date des 12 juin 2020⁴ et 13 avril 2021⁵, Free Caraïbe a conclu avec Digicel Antilles Françaises Guyane (Digicel) un contrat de partage de réseaux mobiles (la **Convention de Partage de Réseaux**) portant notamment sur les territoires de Guyane, Guadeloupe et Martinique.

Cette Convention de Partage de Réseaux prévoit dans un premier temps l'accueil de Free Caraïbe sur les fréquences de Digicel. Pendant cette *phase d'initialisation* (qui devait démarrer dès 2020 mais qui n'a toujours pas débuté) Free Caraïbe doit être accueillie en itinérance sur les seules **fréquences de Digicel** afin de permettre à Free Caraïbe de fournir ses services 3G/4G.

² ARCEP, Décision n°2018-1508-RDPI du 29 novembre 2018 relatives à l'ouverture de la procédure prévue à l'article L.36-11 du CPCE à l'égard de la société Free Caraïbe

³ ARCEP, Décision n° 2020-1455-RDPI de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2020 portant mise en demeure de la société Free Caraïbe de se conformer à ses obligations relatives aux dispositions de la décision n°2017-1038 de l'Autorité en date du 5 septembre 2017

⁴ <https://www.arcep.fr/actualites/les-communiqués-de-presse/detail/n/partage-de-reseaux-mobiles-3.html>

⁵ [Partage de réseaux mobiles | Arcep](#)

En conséquence, Free Caraïbe semble très loin de commencer à utiliser les fréquences qui lui ont été attribuées il y a maintenant presque 6 ans.

La situation de préemption par Free Caraïbe de fréquences inutilisées renforce artificiellement la situation de rareté des ressources et empêche les opérateurs présents et actifs, de fournir leurs services dans de bonnes conditions.

En conséquence, cette section devrait explicitement exclure les opérateurs qui ne respectent pas les conditions de l'article 42-1 CPCE et, en particulier, qui n'utilisent pas les fréquences qui leur ont été précédemment attribuées.

En l'état de la procédure proposée par l'Arcep, rien ne permet de garantir que cette situation ne va pas se prolonger au détriment du marché et des opérateurs y opérant. Pire, la procédure proposée semble prendre en considération la participation de Free Caraïbes qui en tant que « quatrième opérateur » justifie en grande partie la rareté des ressources à attribuer. Ainsi, Free Caraïbe disposant *a priori* de moyens financiers pour participer aux enchères, elle serait capable de préempter, une nouvelle fois, les fréquences dont l'attribution est mise en concurrence par l'Arcep. Une telle situation sera de nature à porter préjudice aux autres acteurs susceptibles de répondre et, en particulier, aux opérateurs locaux qui ne disposent pas de moyens équivalents, lesquels sont réellement actifs sur le territoire et contribuent déjà à l'aménagement numérique, à l'emploi et à l'activité économique des îles.

3 Sur l'obligation de partage de réseaux

L'Arcep prévoit (§ I.4.1 alinéas iii et § I.6) une obligation de partage de réseaux portant sur le partage des infrastructures physiques, de l'alimentation en énergie et du lien de transmission utilisé pour raccorder ces installations. En outre, l'Arcep prévoit que le titulaire de fréquences pourra conclure avec un ou plusieurs opérateurs des accords de mutualisation des réseaux afin de faciliter la réalisation d'une couverture étendue du territoire, sur la base de négociations commerciales, sous réserve du respect du droit de la concurrence et du droit des communications électroniques.

Le marché ultra-marin montre que des acteurs de petites tailles peuvent jouer un rôle important dans l'animation concurrentielle. Dauphin Telecom en est une très bonne illustration en tant que MNO sur les territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Au regard des difficultés rencontrées en outre-mer pour animer le marché, Dauphin Telecom considère que l'arrivée de MVNO en Guyane serait de nature à permettre d'animer la concurrence et ce d'autant plus sur un marché où l'un des acteurs (Free Caraïbe) est aujourd'hui totalement inactif mais préempte une part non négligeable des fréquences disponibles.

[SDA]